



## CHAPITRE 8

## CHAPTER 8

Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires

An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan

[Sanctionnée le 17 juillet 1970]

[Assented to 17th July 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

S.R., c.  
14, a. 5,  
mod.

**1.** L'article 5 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), remplacé par l'article 4 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 2 du chapitre 6 des lois de 1966 et par l'article 3 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié en retranchant, à la fin du premier alinéa, ce qui suit: « , ou ne peut profiter de la Loi de l'assistance aux personnes âgées, de la Loi des allocations aux aveugles ou de la Loi de l'aide aux invalides ».

**1.** Section 5 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14), replaced by section 4 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 2 of chapter 6 of the statutes of 1966 and by section 3 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by striking out at the end of the first paragraph the words “, or cannot avail himself of the Old Age Assistance Act, the Blind Persons Allowances Act or the Disabled Persons Assistance Act”.

R.S., c.  
14, s. 5,  
am.

Id., a. 45,  
mod.

**2.** L'article 45 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 72 du chapitre 9, l'article 39 du chapitre 11, l'article 3 du chapitre 12, l'article 5 du chapitre 13, l'article 83 du chapitre 17, l'article 4 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 60 des lois de 1968, et par l'article 17 du chapitre 15, l'article 34 du chapitre 17, l'article 78 du chapitre 28, l'article 40 du chapitre 48 et l'article 30 du chapitre 62 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe 12°, le suivant:

**2.** Section 45 of the said act, amended by section 16 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), by section 8 of chapter 6 of the statutes of 1966, by section 72 of chapter 9, section 39 of chapter 11, section 3 of chapter 12, section 5 of chapter 13, section 83 of chapter 17, section 4 of chapter 18 and section 31 of chapter 60 of the statutes of 1968 and by section 17 of chapter 15, section 34 of chapter 17, section 78 of chapter 28, section 40 of chapter 48 and section 30 of chapter 62 of the statutes of 1969, is again amended by adding after subsection 12 the following:

Id., s. 45,  
am.

« 13° Les fonctionnaires et employés de la Régie des alcools du Québec qui sont requis pour l'application de la Loi de la

“(13) The officers and employees of the Québec Liquor Board who are required for the application of the Liquor Board

Régie des alcools (chap. 44) ou de la section VII de ladite loi et qui sont des salariés au sens du Code du travail (chap. 141). »

Act (Chap. 44) or of Division VII of the said act and who are employees within the meaning of the Labour Code (Chap. 141).”

S.R., c.  
14, a. 49,  
mod.

**3.** L'article 49 de ladite loi, remplacé par l'article 19 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 10 du chapitre 6 des lois de 1966 et par l'article 21 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié en retranchant, à la fin du premier alinéa, ce qui suit: «, ou ne peut profiter de la Loi de l'assistance aux personnes âgées, de la Loi des allocations aux aveugles ou de la Loi de l'aide aux invalides ».

**3.** Section 49 of the said act, replaced by section 19 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 10 of chapter 6 of the statutes of 1966 and by section 21 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by striking out at the end of the first paragraph the words “or cannot avail himself of the Old Age Assistance Act, the Blind Persons Allowances Act or the Disabled Persons Assistance Act”.

R.S., c.  
14, s. 49,  
am.

Id., a. 53,  
mod.

**4.** L'article 53 de ladite loi, modifié par l'article 21 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 23 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du premier alinéa, les mots « et de la Caisse de dépôt et placement du Québec » par ce qui suit: «, de la Caisse de dépôt et placement du Québec et de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ».

**4.** Section 53 of the said act, amended by section 21 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 23 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words “and of the Québec Deposit and Investment Fund” in the sixth and seventh lines by the words “, of the Québec Deposit and Investment Fund and of the Québec Health Insurance Board”.

Id., s. 53,  
am.

Id., a. 63,  
mod.

**5.** L'article 63 de ladite loi, modifié par l'article 26 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 33 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes du deuxième alinéa, les mots « et de la Caisse de dépôt et placement du Québec » par ce qui suit: «, de la Caisse de dépôt et placement du Québec et de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ».

**5.** Section 63 of the said act, amended by section 26 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 33 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words “and of the Québec Deposit and Investment Fund” in the sixth and seventh lines of the second paragraph by the words “, of the Québec Deposit and Investment Fund and of the Québec Health Insurance Board”.

Id., s. 63,  
am.

Id., a. 67,  
mod.

**6.** L'article 67 de ladite loi, remplacé par l'article 29 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 36 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

**6.** Section 67 of the said act, replaced by section 29 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 36 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

Id., s. 67,  
am.

Député à  
l'Assemblée  
nationale.

« Il a aussi droit de faire compter, pour les mêmes fins, les années pendant lesquelles il a été député à l'Assemblée nationale et pour lesquelles il a versé la contribution prévue par l'article 104 de la Loi de la Législature (chap. 6), à moins qu'il n'ait droit à une pension en vertu de ladite loi; il doit, à cette fin, donner avis

“He shall also be entitled to have counted for the same purposes the years during which he was a member of the National Assembly and for which he has paid the contribution contemplated in section 104 of the Legislature Act (Chap. 6), unless he is entitled to a pension under the said act; for such purpose, he

Member  
of National  
Assembly.

de son intention de se prévaloir du présent alinéa au ministre des finances et verser au fonds consolidé du revenu un montant égal, pour chacune de ces années, à 5% du moindre de l'indemnité qu'il a reçu à titre de député ou du traitement qu'il a droit de recevoir au cours de la première année pendant laquelle il est fonctionnaire, après avoir été député.

Député à l'Assemblée nationale avant le 1<sup>er</sup> janvier 1958.

Il a également droit de faire compter, pour les mêmes fins, les années pendant lesquelles il a été député à l'Assemblée nationale avant le 1<sup>er</sup> janvier 1958 s'il a cessé de l'être avant cette date et il doit, à cette fin, donner avis de son intention de se prévaloir du présent alinéa au ministre des finances et verser au fonds consolidé du revenu un montant égal, pour chacune de ces années, à 5% de l'indemnité qu'il a reçu à titre de député au cours de chacune d'elles.

Forme de l'avis.

Un tel avis doit être donné suivant une formule fournie ou approuvée par le ministre des finances au plus tard le 30 juin 1972 pour une telle personne qui était fonctionnaire le 30 juin 1970; si une telle personne est devenue fonctionnaire après le 30 juin 1970, cet avis doit être ainsi donné dans les vingt-quatre mois qui suivent la date où elle est devenue fonctionnaire.

Versements annuels.

Quand le nombre d'années qu'un fonctionnaire désire ainsi faire compter excède deux, le montant qu'il doit payer est réparti en versements annuels, égaux et consécutifs n'excédant pas cinq, si le fonctionnaire en fait la demande dans son avis précité, et payable avec un intérêt au taux de 5% l'an.

Base de la pension.

La pension d'un fonctionnaire qui se prévaut du deuxième ou du troisième alinéa du présent article est, le cas échéant, basée uniquement sur le traitement qu'il a reçu alors qu'il était fonctionnaire. »

S.R., c. 14, s. 69, mod.

7. L'article 69 de ladite loi, modifié par l'article 38 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Contrat de rentes avec le gouvernement du Canada.

« Nonobstant les trois alinéas qui précèdent, une personne visée au premier alinéa qui n'a pas donné l'avis qui y est prévu mais qui, avant le 1<sup>er</sup> avril 1942,

must notify the Minister of Finance of his intention to avail himself of this paragraph and pay into the consolidated revenue fund, for each of such years, an amount equal to 5% of the lesser of the indemnity he received as a member or the salary he was entitled to receive during the first year during which he was an officer, after having been a member.

He shall also be entitled to have counted, for the same purposes, the years during which he was a member of the National Assembly before the 1st of January 1958 if he ceased to be a member before such date and, for such purpose, he must notify the Minister of Finance of his intention to avail himself of this paragraph and pay into the consolidated revenue fund, for each of such years, an amount equal to 5% of the indemnity he received as a member during each of such years.

Member of National Assembly before 1st January 1958.

Such a notice must be given according to the form furnished or approved by the Minister of Finance not later than the 30th of June 1972 for any such person who was an officer on the 30th of June 1970; if such a person became an officer after the 30th of June 1970, such notice must be so given within twenty-four months after the date when he became an officer.

Form of notice.

When the number of years which an officer so wishes to have counted exceeds two, the amount he must pay shall be payable in not more than five equal and consecutive annual instalments with interest at the rate of 5% per annum if the officer requests it in the above-mentioned notice.

Annual instalments.

The pension of an officer who avails himself of the second or third paragraph of this section shall, in such case, be based solely on the salary which he received while he was an officer."

Basis of pension.

7. Section 69 of the said act, amended by section 38 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by adding at the end the following paragraph:

R.S., c. 14, s. 69, am.

"Notwithstanding the preceding three paragraphs, any person contemplated in the first paragraph who has not given the notice provided for therein but who,

Annuity contract with government of Canada.

a conclu avec le gouvernement du Canada un contrat de rentes en vertu des dispositions de la Loi relative aux rentes sur l'État (Statuts du Canada) devient régie par les dispositions de la présente section à compter du moment où les sommes versées par une telle personne et par son employeur en vertu d'un tel contrat et l'intérêt afférent s'il y a lieu sont, à sa demande, remis au ministre des finances. »

before the 1st of April 1942, made an annuity contract under the provisions of the Government Annuities Act (Statutes of Canada) with the Government of Canada, shall become governed by this division from the time when the amounts paid by such a person and by his employer under such a contract and the interest thereon, if any, are at his request remitted to the Minister of Finance."

S.R., c.  
14, a. 71,  
mod.

**8.** L'article 71 de ladite loi, modifié par l'article 32 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), par l'article 16 du chapitre 6 des lois de 1966 et par l'article 39 du chapitre 15 des lois de 1969 est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

**8.** Section 71 of the said act, amended by section 32 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), by section 16 of chapter 6 of the statutes of 1966 and by section 39 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by adding at the end the following paragraph:

R.S., c.  
14, s. 71,  
am.

Fonction-  
naires  
déjà  
soumis au  
Régime de  
retraite  
des ensei-  
gnants.

« Tout fonctionnaire sujet à l'application de la présente loi qui a déjà été soumis à l'application du Régime de retraite des enseignants a droit de faire compter pour les fins de sa pension, le temps qu'il avait droit de faire compter aux fins dudit Régime au moment où il a cessé d'y être soumis, comme s'il s'agissait du temps pendant lequel il a été au service de la province au sens du premier alinéa du présent article. »

"Any officer subject to the application of this act who has already been subject to the application of the Teachers Pension Plan shall be entitled to have counted for the purposes of his pension the time which he was entitled to have counted for the purposes of the said Plan at the time when he ceased to be subject thereto, as if it were the time during which he was in the service of the province within the meaning of the first paragraph of this section."

Officer  
formerly  
subject to  
Teachers  
Pension  
Plan.

Effet.

**9.** L'article 2 a effet à compter du 6 août 1965.

**9.** Section 2 shall have effect from the 6th of August 1965.

Effect.

Entrée en  
vigueur.  
(Vide  
1970, c.  
37, a. 87).

**10.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception des articles 4 et 5 qui entreront en vigueur à la date à compter de laquelle les fonctionnaires et employés de la Régie de l'assurance-maladie commenceront à être nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique.

**10.** This act shall come into force on the day of its sanction, except sections 4 and 5 which shall come into force on the date from which the officers and employees of the Health Insurance Board begin to be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act.

Coming  
into force.  
(Vide  
1970, c.  
37, s. 87).